Le patrimoine des lycées dans les fonds d'archives publiques

The heritage of France's high schools in the public archive fonds

Cécile Fabris

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/32400>

DOI : [10.4000/insitu.32400](https://doi.org/10.4000/insitu.32400)

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Cécile Fabris, « Le patrimoine des lycées dans les fonds d'archives publiques », *In Situ* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 11 mai 2021, consulté le 14 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/32400> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.32400>

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Le patrimoine des lycées dans les fonds d'archives publiques

The heritage of France's high schools in the public archive fonds

Cécile Fabris

- 1 Le réseau des lycées français, marqué tout au long de ses plus de deux siècles d'histoire par des changements conséquents du nombre d'établissements qui le composent, de leurs appellations, voire de leur nature même, reste néanmoins caractérisé par sa répartition sur l'ensemble du territoire¹, comme au demeurant tout le système scolaire. Si l'équilibre entre gouvernement central du réseau – directives, gestion et contrôle décidés et mis en œuvre au niveau national – et administration locale des établissements évolue depuis la deuxième moitié du ^{xx}e siècle sous l'effet de la déconcentration et de la décentralisation, il n'en demeure pas moins que dans la conception, la construction et la maintenance des lycées, beaucoup se joue au ministère de l'Instruction publique puis de l'Éducation nationale, y compris pour les établissements privés, soumis au contrôle de l'administration². Les documents constitués dans ce cadre depuis le début du ^{xix}e siècle se trouvent eux aussi répartis dans le réseau des services d'archives publiques³. La prééminence logique des fonds conservés aux Archives nationales, et en particulier les documents produits par le ministère conservés en sous-série F/17 puis en série continue, ne doit pas occulter la diversité des ressources disponibles⁴, dont on trouvera ci-dessous un panorama introductif des plus notables, sans prétention à l'exhaustivité, laquelle nécessiterait en outre de détailler la complémentarité entre archives publiques et privées d'une part⁵, entre services d'archives et autres institutions patrimoniales conservant des fonds documentaires d'autre part⁶.

Fonds d'archives au niveau local

- 2 La connaissance et l'analyse d'un lycée, pour une approche monographique ou pour l'examen de la mise en pratique des principes généraux, passe nécessairement par le recours aux Archives départementales où sont conservés les dossiers relevant des

services déconcentrés de l'État, préfecture, inspection académique, rectorat aussi pour les villes chef-lieu d'académie. La ressource principale est bien entendu la série T, consacrée à l'enseignement, aux affaires culturelles et aux sports avant 1940, et les versements en série W des mêmes services pour la période postérieure. D'autres fonds départementaux peuvent également être explorés utilement selon l'origine et la nature des bâtiments abritant le lycée : sous-série 4N pour les immeubles et bâtiments départementaux ou série O pour l'administration et la comptabilité communales par exemple⁷. C'est également aux Archives départementales que se trouvent les dossiers constitués par l'établissement lui-même s'il s'agit d'un lycée public⁸.

- 3 Depuis l'entrée en application au 1^{er} janvier 1986 des lois de décentralisation du 22 juillet 1983 et 25 janvier 1985, la compétence sur les bâtiments des lycées étant transférée aux régions, les dossiers de travaux et de maintenance sont à consulter dans les services d'archives régionales, de même qu'après 2004 les éléments sur la gestion du personnel technique et de service⁹.
- 4 La consultation des fonds d'archives municipales peut également s'avérer très fructueuse, du fait notamment du rôle des municipalités à l'égard des collèges communaux – dont il leur revient après 1811 l'initiative de demander la transformation en lycée¹⁰ – et des charges pesant sur elles concernant la construction et la réparation des bâtiments¹¹. La sous-série 1R, Instruction publique, et la série M, Édifices communaux, monuments et établissements publics, pour la période antérieure à la mise en place de la série continue W en 1982, sont ici particulièrement à noter.
- 5 Il importe en outre de rappeler la particularité de Paris, où les fonds relevant de l'administration départementale et ceux de l'administration municipale sont tous conservés aux Archives de Paris¹². Les archives du rectorat sont quant à elles par dérogation versées en grande partie aux Archives nationales, les établissements parisiens n'étant au demeurant pas les seuls concernés par ce fonds au vu du ressort historique de l'académie de Paris¹³. Certains ensembles documentaires ont cependant été transférés aux Archives de Paris, notamment concernant l'enseignement secondaire, et une vérification des instruments de recherche les plus récents des deux dépôts s'impose donc¹⁴.

Fonds d'archives au niveau national

- 6 Les dossiers constitués au niveau national permettent d'accéder au cadre d'ensemble, que ce soit pour sa définition ou pour le contrôle de sa mise en œuvre et de son effectivité. Ils sont aussi indispensables à la connaissance des établissements eux-mêmes, notamment pour la période antérieure à la décentralisation et à la création du statut d'établissements publics locaux d'enseignement. La diversité des établissements se traduisant par une diversité équivalente des tutelles administratives, plusieurs services d'archives d'envergure nationale conservent de tels fonds.

Service historique de la Défense

- 7 Les lycées de la Défense, anciens « lycées militaires », eux-mêmes successeurs des écoles militaires préparatoires puis des collèges militaires¹⁵, dépendent du ministère de la Défense – ou des Armées – et le suivi des questions immobilières peut être abordé par les fonds du Service historique de la Défense (SHD). La sous-série des archives

administratives GR X^o, consacrée aux écoles militaires de 1805 à 1914 et la sous-série GR 4 Y^b, portant sur le contrôle des écoles (personnel et élèves) de 1793 à 1924 sont particulièrement intéressantes pour le sujet, de même que des éléments dans les fonds du génie ou du cabinet du ministre, et depuis 2005 les dossiers du Service d'infrastructure de la Défense, dont relèvent désormais les questions immobilières¹⁶.

- 8 Toutefois, les archives des directions des travaux du génie (sous-série GR 4 V), qui comprennent les archives techniques, les dossiers de marchés et des pièces domaniales, ont pu avant 1989 être versées aux archives départementales.

Centre des archives diplomatiques

- 9 Pour ce qui est des lycées français à l'étranger¹⁷, il est nécessaire de recourir aux fonds d'archives du ministère des Affaires étrangères, ses fonds d'administration centrale documentant la tutelle exercée sur les établissements. Si le suivi de l'enseignement français à l'étranger figure également dans les dossiers du ministère de l'Éducation, c'est de fait essentiellement celui des Affaires étrangères qui est compétent en la matière.
- 10 Le bureau des Écoles et Œuvres françaises à l'étranger est ainsi créé en avril 1909 en reprenant l'une des attributions de la direction des Affaires politiques et commerciales. Ce premier bureau est remplacé en 1920 par le service des Œuvres françaises à l'étranger, doté d'une section universitaire et des écoles. La direction générale des Relations culturelles, créée par ordonnance du 13 avril 1945 du Gouvernement provisoire de la République française, est chargée du service d'Enseignement, des Missions scientifiques et des Œuvres à l'étranger, puis étend ses compétences à la coopération technique en 1956 en prenant le titre de direction générale des Affaires culturelles et techniques. La gestion du réseau d'enseignement français à l'étranger est enfin assurée depuis 1990 par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, établissement public sous tutelle du ministère des Affaires étrangères¹⁸.
- 11 Les fonds d'archives permettant d'appréhender la coopération en matière d'enseignement, les bourses, les carrières des enseignants et le suivi des établissements eux-mêmes sont ainsi à consulter au Centre des archives diplomatiques¹⁹.
- 12 Plus près des établissements eux-mêmes, les dossiers constitués par les postes diplomatiques, consulaires et culturels d'une part, et les archives rapatriées des anciens protectorats et territoires sous mandat (Maroc, Tunisie, Syrie, Liban) d'autre part peuvent enrichir la connaissance de la politique d'enseignement et du réseau. Il est toutefois à noter que pour les anciens protectorats et mandats, les archives des directions techniques ont en majeure partie été laissées sur place²⁰.

Service des archives économiques et financières

- 13 Sans que son ministère de tutelle n'ait de compétence spécifique en matière scolaire, le Service des archives économiques et financières (SAEF) conserve pourtant des documents intéressant le patrimoine des lycées : les dossiers sur les domaines des établissements d'enseignement appartenant ou ayant appartenu au domaine de l'État, au rang desquels compte par exemple le lycée Fénelon (Paris). Les dossiers concernant la séparation des Églises et de l'État, les biens ecclésiastiques et la liquidation des biens

des congrégations peuvent également s'avérer riches pour les bâtiments ayant été propriété ecclésiastique²¹.

Archives nationales d'outre-mer

- 14 De la même façon que pour les anciens protectorats et territoires sous mandat, les archives de gestion des anciennes colonies, et parmi elles les dossiers des services en charge de l'enseignement, sont en général restées sur place. Des dossiers concernant le personnel colonial et donc les enseignants, les bourses, les affaires et constructions scolaires, ainsi que des rapports et enquêtes peuvent néanmoins être consultés aux Archives nationales d'outre-mer²² (Anom).
- 15 Les archives ministérielles des colonies permettent d'aborder le cadre d'ensemble et le suivi. Le fonds de l'Inspection générale des travaux publics du ministère des Colonies peut ainsi s'avérer intéressant pour des projets de construction ou des travaux menés sur des lycées²³.
- 16 Les archives « de souveraineté » provenant des anciennes administrations coloniales françaises donnent quant à elles des indications sur la politique et l'administration générale des territoires du dernier empire colonial français et sur l'Algérie avant la suppression du service de tutelle de l'Algérie au ministère de l'Intérieur en 1881²⁴.

Archives nationales

- 17 Aux Archives nationales elles-mêmes, les fonds concernant les lycées dépassent le périmètre du ministère de l'Éducation nationale et d'autres ensembles peuvent être exploités selon la typologie de l'établissement.
- 18 Les fonds du ministère de l'Agriculture, en charge des lycées agricoles, sont ainsi particulièrement riches sur les établissements eux-mêmes [fig. 1, fig. 2], grâce aux dossiers qui leur sont consacrés²⁵ et aux rapports d'inspections. Ces derniers ont été constitués par l'Inspection de l'enseignement agricole et l'Inspection de l'agriculture, laquelle exerce aussi son activité sur l'enseignement entre 1841 et 1883 puis entre 1898 et 1962, et même 1973 pour certains aspects. En 1970 est par ailleurs créée la direction générale de l'Enseignement et de la Recherche, dont une quinzaine de versements sont consultables²⁶.

Figure 1

Lycée agricole d'Auxerre La Brosse à Venoy (Yonne) : exercice de soudage à l'arc à l'atelier de mécanique agricole (photothèque du ministère de l'Agriculture). Photographie conservée aux Archives nationales site de Pierrefitte-sur-Seine (19880215/85, p. 67, L221).

Reproduction Cécile Fabris.

Figure 2

Lycée agricole de Valabre (Bouches-du-Rhône), 1975 (photothèque du ministère de l'Agriculture). Photographies conservées aux Archives nationales site de Pierrefitte-sur-Seine (19880215/86, p. 59, L519 à 522).

Reproduction Cécile Fabris.

- 19 L'enseignement technique, issu notamment des écoles nationales professionnelles établies dans les années 1880 sous la double tutelle des ministères de l'Instruction publique et du Commerce²⁷, est présent de 1882 à 1920 dans les organigrammes de ce dernier ministère avec une « direction de l'Enseignement industriel et commercial », puis « de l'Enseignement technique ». La loi Astier du 25 juillet 1919, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial, le place sous la tutelle du ministre du Commerce et de l'Industrie, avec un conseil supérieur et une inspection de l'enseignement technique. Ces instances sont bien mises en places, mais transférées dès 1920 à la tutelle du ministère de l'Instruction publique et leurs archives sont conservées dans les fonds de ce dernier. Pour la période antérieure néanmoins, les fonds de la sous-série F/12 « Commerce et Industrie » peuvent s'avérer intéressants, plus spécifiquement toutefois pour les écoles d'arts et métiers²⁸.
- 20 Les fonds des ministères sociaux peuvent être mis à contribution pour aborder les établissements médico-sociaux, et en particulier les établissements publics d'enseignement et d'éducation spécialisés, parmi lesquels se trouvent l'Institut des jeunes aveugles et les Instituts nationaux de jeunes sourds. Y figurent les dossiers de tutelle budgétaire, les dossiers de recrutement et dossiers de carrière des personnels spécialisés, le suivi des relations avec les instituts²⁹. Un versement des archives de l'Institut des jeunes aveugles auprès des Archives nationales est par ailleurs en cours de préparation.

- 21 La tutelle des enseignements confessionnels est quant à elle à consulter dans la sous-série F/19 consacrée aux Cultes³⁰.
- 22 Les lycées privés sont par ailleurs présents dans les fonds des Archives nationales par le biais du contrôle exercé sur eux par l'administration publique, mais également par les archives de quelques établissements eux-mêmes. Leurs documents étant de statut privé et n'ayant pas vocation à intégrer des services d'archives publiques, leur collecte et conservation relèvent toujours de circonstances particulières. C'est le cas pour le fonds du collège de Juilly, fondé en 1638 par les Oratoriens, devenu « lycée » par décret en 1813, doté de classes de lycée jusqu'à sa fermeture en 2012, et dont les archives de la scolarité, de la comptabilité générale et de l'administration du XVIII^e au XX^e siècle sont entrées par don aux Archives nationales en 2014, à l'exception toutefois des dossiers concernant le foncier et les bâtiments³¹. C'est également le cas pour un établissement très différent, l'École des Roches (Verneuil-d'Avre-et-d'Iton, Eure) créée en 1899 et qui a accueilli d'emblée un cycle d'études secondaires. Les archives de l'association des anciens élèves de l'École des Roches et du Collège de Normandie (AERN), ainsi que les quelques documents de l'établissement lui-même ayant subsisté pour la période 1899-2012, sont entrés par dépôt aux Archives nationales en 2014 dans le cadre du partenariat avec le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire³² (Pajep).
- 23 Un autre fonds associatif permet quant à lui d'aborder les lycées – et collèges – fondés au Proche-Orient par la Mission laïque de France au début du XX^e siècle³³.
- 24 Indépendamment de la typologie de lycée, des dossiers et documents concernant les constructions scolaires sont également conservés dans les fonds d'autres départements ministériels. La sous-série F/2 du ministère de l'Intérieur, consacrée à l'administration départementale et communale, comporte ainsi des éléments sur le Comité consultatif des constructions scolaires et de l'enseignement primaire, ainsi que des dossiers sur les constructions scolaires au plan national comme au plan local³⁴.
- 25 Pour les aspects architecturaux et artistiques, des ressources essentielles se trouvent dans les archives de l'administration des Beaux-Arts, passée de la tutelle du ministère de l'Intérieur à celle de l'Instruction publique avant son autonomisation en 1959 au ministère des Affaires culturelles³⁵. La direction et le Conseil des bâtiments civils jouent ainsi un rôle majeur en matière de gestion des travaux des édifices et monuments nationaux comme d'approbation de ceux portés par les collectivités et subventionnés par l'État, malgré des variations dans le périmètre de leurs compétences au cours des XIX^e et XX^e siècles³⁶. Les dossiers de gestion des commandes, acquisitions et affectations d'œuvres d'art par l'État constituent également un complément indispensable à l'approche des bâtiments des lycées³⁷.
- 26 Terminer ce tour d'horizon des sources par celles du ministère de l'Instruction publique – Éducation nationale depuis 1932 – ne constitue un paradoxe qu'en apparence, dans la mesure où leur utilisation pour étudier le patrimoine des lycées relève d'une forme d'évidence et où le chemin est ici déjà largement balisé³⁸. Il n'en demeure pas moins tortueux et l'orientation parmi les plus de 30 000 articles de la sous-série F/17 pour le XIX^e et le premier XX^e siècle [fig. 3], parmi les plus de 2 000 versements en série continue pour le ministère depuis les années 1970, représente parfois un défi.

Figure 3

<p><i>fol. 256. Reverso B.</i></p> <p><i>Maison de Saint-Cyr.</i></p> <p><i>État Sommaire des travaux à faire à la Maison de Saint-Cyr pour l'établissement des jeunes élèves du Prytanée français.</i></p>	
<p>1. Plan des Elèves de distribution pour former des Salle d'étude; des chambres de Maîtres, des vestiaires etc. 2. Galerie des portraits, des tablettes avec des inscriptions, 3. 6 tables, 2 bancs, 8 tables de maîtres; 4. Pour les élèves; construction dans chaque 4 rangs de gradins; 5. Tableaux de démonstration 18 tables de professeurs etc. 6. Pour l'élargissement des tables d'écriture; dans celle de l'écriture 7. Dans les Chapelles une table avec un feuillet. 8. Pour l'élargissement des gradins de l'escalier des élèves à la Recréation. etc. etc.</p>	
<p>9. La tour de l'escalier pour les maîtres a 12958.^t 10. La construction des chapelles Estimées 2600. 11. Le dépense en Peuple des tables dans la Refectoire Estimées 200. 12. La construction de la bibliothèque des professeurs pour la construction Estimée 800. 13. La construction des pourboires, des chaudières etc. 2200. 14. Les objets de l'ameublement construits en Sarcen, Peinture, clous, patois, broches etc. Vallée a 1948. 15. La Peinture du plafond Vallée a 1200. 16. Des litières 450. 17. Des Murs 2000. 18. La réparation des conduites de l'eau Estimées 600. La Peinture des conduites d'eau par les Maîtres du Jardin objets non payés 4000.</p>	
	20556.

<p>Des autres Parts</p> <p>Pour la Galerie des portraits 3000.^t 22 tables en feu Estimées 2508. La galerie des portraits des professeurs Estimées 1600. La Peinture Estimée 524. La grille avec des architectes 500.</p>	
<p>Total Général 36468.^t</p> <p>19. Les quinquilles pour les conduites de l'eau 612.^t Les barreaux pour l'escalier de l'escalier en Sarcen de 980.^t</p> <p>Restes par moi jusqu'à architectes du Prytanée français à Paris le 25 Octobre au 8 de la République française</p> <p><i>L. H. H. H.</i></p>	

État sommaire des travaux à faire à la Maison de Saint-Cyr pour l'établissement des jeunes élèves du Prytanée français. Document conservé aux Archives nationales site de Pierrefitte-sur-Seine (F/17/6755).

Reproduction Cécile Fabris.

- 27 Les séries de dossiers varient en fonction des changements institutionnels et de définition des missions, en fonction aussi de la répartition des compétences en matière de construction et travaux – répartition avec les autres administrations centrales tout d'abord, comme celle des Bâtiments civils, à côté de laquelle la commission des Bâtiments des lycées et collèges s'affirme après 1860 [fig. 4a et 4b], avec les services déconcentrés du ministère aussi et en particulier les recteurs qui peuvent à partir de 1962 prendre certaines décisions concernant l'organisation et le fonctionnement des établissements³⁹, avec les collectivités enfin, face auxquelles le poids des charges assumées par le ministère a grandement varié au XIX^e siècle, avant que les rôles ne soient profondément redéfinis par la mise en œuvre de la décentralisation depuis le début des années 1980.

Figure 4a et 4b

Plans de lycée : coupe, élévation et vue aérienne du lycée impérial d'Alençon (Orne), extrait de la série de plans-atlas des lycées, établis à la suite de la circulaire ministérielle du 21 juin 1860. Plans conservés aux Archives nationales site de Pierrefitte-sur-Seine (CP/F/17/*2524).

Reproduction Archives nationales.

- 28 Les états de sources spécifiques⁴⁰ ne se substituent pas totalement à la consultation des instruments de recherche d'ensemble sur les fonds⁴¹. La maîtrise des missions du ministère et de leur organisation reste en tout état de cause nécessaire pour comprendre la production documentaire et utiliser les instruments de recherche adaptés⁴². Une recherche en salle des inventaires virtuelle des Archives nationales

suppose en effet, pour obtenir des résultats satisfaisants tout en évitant le « bruit », de tenir compte de la structure des versements – liée à l'histoire administrative – et des modalités de description des documents – dépendantes des pratiques et outils des archivistes autant que d'un vocabulaire voire de sigles spécifiques⁴³. Elle est donc plus efficace si elle part du producteur – du service à l'origine des dossiers – ou si elle filtre par ce biais les résultats obtenus grâce à une combinaison de mots-clés.

- 29 De nouveaux outils d'orientation concernant les constructions scolaires sont en cours d'élaboration dans le cadre du Projet scientifique, culturel et éducatif des Archives nationales 2017-2020. Ils permettront de rendre directement accessibles certains documents, tels ceux de l'enquête de 1861 menée sur l'ensemble des lycées en complément de la campagne de relevé des plans demandée par le ministre en 1860⁴⁴. Ils faciliteront l'accès mais ne couvriront pas l'ensemble des documents permettant d'aborder les différentes facettes du patrimoine des lycées, pour lesquelles au-delà du seul suivi des bâtiments, le recours aux fonds de cabinet, de l'inspection générale, et des directions passées ou actuelles du ministère est également nécessaire pour l'étude des lycées d'enseignement général et professionnel, pour les lycées privés aussi, dont la tutelle est actuellement exercée par la direction des Affaires financières. En outre, pour la période la plus récente, ils ne répondront pas à la nécessité – commune à l'ensemble des niveaux administratifs évoqués – d'identifier et consulter les documents non encore versés dans les services d'archives cités, qu'ils soient conservés à la mission des archives et du patrimoine culturel du ministère, dans des services d'archives intermédiaires, ou qu'ils se trouvent encore dans les services producteurs.
- 30 Aborder le patrimoine des lycées par le biais des fonds d'archives publiques permet de percevoir la richesse des sources disponibles, mais aussi la variété de leurs lieux de conservation et la complexité qu'il peut y avoir à les identifier et les exploiter. Cela suppose de définir précisément quels établissements entrent dans le périmètre, quels aspects du patrimoine on entend aborder – au-delà des questions architecturales privilégiées dans cette présentation – et d'acquérir de solides connaissances institutionnelles et archivistiques pour s'orienter dans des dossiers variés et très riches.

NOTES

1. Voir LUC Jean-Noël, « Introduction. À la recherche du “tout-puissant Empire du milieu”. L'histoire des lycées et leur historiographie du Second Empire au début du XXI^e siècle », in CASAPRD Pierre, LUC Jean-Noël & SAVOIE Philippe (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes, deux siècles d'histoire*, Lyon, Institut national de recherche pédagogique (Bibliothèque de l'Histoire de l'Éducation, 28), 2005, p. 11-56, p. 16. Disponible en ligne, https://www.persee.fr/issue/inrp_0000-0000_2005_act1 [lien valide en février 2021].

2. BENOIST Pierre, « La gestion des lycées et l'évolution de l'administration centrale (1944-1986) », p. 443-457.

3. Pour le détail des fonds dans différents centres de conservation, voir CHARMASSON Thérèse & LE GOFF Armelle (dir.), *Mémoires de lycées. Archives et patrimoine*, Paris, DAF-INRP, 2003. Une présentation rapide des ressources est également disponible dans LE COEUR Marc, « Un cas

d'école : les lycées », *Livraisons d'histoire de l'architecture*, 2011, n° 21, en ligne, <http://journals.openedition.org/lha/279> [lien valide en février 2021].

4. Une précieuse introduction détaillée aux sources de l'histoire de l'enseignement, archivistiques aussi bien que bibliographiques ou muséographiques, est fournie par CHARMASSON Thérèse (dir.), *Histoire de l'enseignement XIX^e-XX^e siècles : guide du chercheur* [1986], Paris, INRP / Comité des travaux historiques et scientifiques, 2006.

5. Une bonne illustration de la complémentarité entre archives publiques et privées est apportée ici par les contributions de DELORME Franck, « Les documents d'architectes : des archives essentielles pour l'étude des lycées » d'une part et de RIVIALE Pascal & ROULLIER Clothilde, « Construction et décoration des lycées sous les Trente Glorieuses : approche archivistique » d'autre part, toutes deux issues d'*In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/31734> et <https://journals.openedition.org/insitu/32330> [liens valides en mai 2021].

6. La contribution de Nicolas Coutant constitue ici un exemple de conservation d'archives dans un musée, en raison de la nature des documents, tout comme des logiques de collecte différentes, COUTANT Nicolas, « Conserver et documenter les pratiques pédagogiques contemporaines des lycées : l'exemple du musée national de l'Éducation », *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/30883> [lien valide en mai 2021].

7. Pour un exemple détaillé voir VERRY Élisabeth, « Les sources de l'histoire des lycées dans les fonds des archives départementales : l'exemple du Maine-et-Loire », in CHARMASSON Thérèse & LE GOFF Armelle (dir.), *Mémoires de lycées*, p. 107-119.

8. Des exemples de fonds de lycées dans l'article de SANCHIS Marilys, « Le fonds d'archives du lycée Pierre-de-Fermat à Toulouse » et celui de CHEVEREAU Sébastien, GIRARD Isabelle & YARDIN Olga, « Patrimoine des lycées d'Indre-et-Loire : de la collecte à la valorisation » tous deux inclus dans *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/30838> et <https://journals.openedition.org/insitu/31043> [liens valides en mai 2021].

9. Voir ici BESSOT Muriel & DEJOB Agnès, « "Quelles sources pour l'histoire des patrimoines des lycées (XIX^e-XX^e siècles) ?" Les Archives régionales, une contribution précieuse à la connaissance des patrimoines contemporains des lycées », *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/30955> [lien valide en mai 2021].

10. LE CŒUR Marc, « L'architecture et l'installation matérielle des lycées. La réglementation et sa mise en œuvre (1802-1940). », in CASPARD Pierre, LUC Jean-Noël & SAVOIE Philippe (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes*, p. 363-380.

11. LE CŒUR Marc, « Un cas d'école : les lycées ».

12. Pour les archives des établissements parisiens voir GASNAULT François, CORCUFF Marie-Andrée, FILLOLES Christiane & PELTIER Marie-Hélène, *Archives et mémoires lycéennes de Paris. 1802-2002*, Paris, Archives de Paris, 2003 ; ainsi que PELTIER Marie-Hélène, « Les fonds d'archives des lycées : l'exemple des archives de Paris », in CHARMASSON Thérèse & LE GOFF Armelle (dir.), *Mémoires de lycées*, p. 121-137.

13. Pour en savoir plus, voir le site des Archives nationales, sous-série AJ / 16 : Académie de Paris, [en ligne], https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/POG/FAN_POG_04/c614xe07767--x3g7ii8l3gyk [lien valide en février 2021]

14. Sur les archives du rectorat de Paris, voir les contributions de CHARMASSON Thérèse & MÉCHINE Stéphanie in CHARMASSON Thérèse & LE GOFF Armelle (dir.), *Mémoires de lycées*. Instrument de recherche spécifique aux archives de l'académie de Paris relatives à l'enseignement secondaire de 1870 à 1970 conservées aux Archives nationales : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FAN_IR_005290 [lien valide en février 2021].

15. L'appellation « lycées de la Défense » date du décret n° 2006-246 du 1^{er} mars 2006. Sur ces établissements voir BERTHIER Frédéric de, *Des premières écoles militaires aux lycées de la Défense :*

l'éducation des enfants au sein de l'armée, Paris, Association des anciens enfants de troupe, 2010 ; PASSAOU Jean-Philippe & SCHMITT Michel P, « Les lycées de la Défense, établissements d'élite ou établissements d'excellence ? », *Revue Défense nationale*, 2018, n° 808, vol. 3, p. 53-59. Disponible en ligne, <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2018-3-page-53.htm> [lien valide en février 2021].

16. Voir ZUBER Henri, SARMANT Thierry & FONCK Bertrand (dir.), *Guide des archives et de la bibliothèque du Service historique de la Défense*, Vincennes, ministère de la Défense (Service historique de la Défense), 2017.

17. Sur cette thématique voir également ci-dessous les fonds des Archives nationales d'outre-mer et des Archives nationales.

18. Loi n° 90-588 du 6 juillet 1990.

19. Voir en particulier les inventaires relatifs à l'enseignement dans le fonds de la direction générale des Affaires culturelles et techniques et dans celui de la direction générale des Relations culturelles, scientifiques et techniques : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/mn_238qo_enseignement_1944-1961_cle423369.pdf et https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/inventaire_239qo_dgrst_enseignement_1941-1969_cle0e398b.pdf [liens valides en février 2021].

20. Sur ce point spécifique, et plus largement sur les archives du ministère des Affaires étrangères, voir CHARMASSON Thérèse (dir.), *Histoire de l'enseignement XIX^e-XX^e siècles...*, p. 403-422.

21. Sur ces fonds et les instruments de recherche permettant d'y accéder, voir p. 168-173. Voir aussi le site du SAEF, <https://www.economie.gouv.fr/saef/fiscalite-domaines-gestion-domaniale-des-biens-letat> et <https://www.economie.gouv.fr/saef/fiscalite-domaines-gestion-domaniale-des-biens-ecclesiastiques> [liens valides en février 2021]. Concernant la liquidation des biens des congrégations religieuses, des sources complémentaires sont consultables aux Archives nationales, notamment dans le fonds du ministère de la Justice, cotes BB/30/1614 à 1680 : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_002356 [lien valide en février 2021].

22. Accès en ligne aux instruments de recherche des ANOM : <http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/> [lien valide en février 2021].

23. Voir les Archives nationales d'outre-mer en ligne, <http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ark:/61561/wi598kfb.num=20.q=lyc%C3%A9e> [lien valide en février 2021].

24. Plus de détails sur les documents et instruments de recherche disponibles pour les anciennes colonies dans CHARMASSON Thérèse (dir.), *Histoire de l'enseignement XIX^e-XX^e siècles...*, p. 271-288.

25. F/10/2512 à 2628 pour la période 1846-1939.

26. Sur l'Inspection de l'enseignement agricole, l'introduction du répertoire numérique du versement 20160395 est indispensable à la compréhension du fonds et des dossiers qui le composent : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_055613 [lien valide en février 2021].

Sur la direction générale de l'Enseignement et de la Recherche, voir la notice, [en ligne], https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_008086 [lien valide en février 2021].

Pour la période antérieure à 1970, voir *État général des fonds d'Archives nationales (Paris)* pour les sous-séries F/10 et F/10bis, consacrées à l'Agriculture, [en ligne], https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/mm/media/download/Fran_ANX_011190.pdf [lien valide en février 2021].

27. CHARMASSON Thérèse, LELORRAIN Anne-Marie & RIPA Yannick (dir.), *L'enseignement technique de la Révolution à nos jours. Textes officiels*, t. 1, *De la Révolution à 1926*, Paris, INRP / Économica, 1987.

28. F/12/1084 à 1227 ; pour en savoir plus https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_000185 [lien valide en février 2021].

29. Pour l'Institut des sourds-muets au XIX^e siècle, voir F/15/1944 et 1945, et F/15/3891 à 3893. Sur F/15 : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/POG/Fran_POG_04/p-87lwfk5hp--1gn65dpk23kbt [lien valide en février 2021].
30. Sur F/19 : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/POG/Fran_POG_04/c614xe18w0n-ja2r4tal669o. Pour l'enseignement confessionnel, voir en particulier l'instrument de recherche : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_027864 [liens valides en février 2021].
31. Ces dossiers relatifs aux bâtiments ont été conservés dans le cadre de la liquidation de l'établissement. Pour les documents conservés aux Archives nationales, voir le fonds 210AS : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/pog/consultationPogN3.action?pogId=FRAN_POG_05&nopId=p-aj28nn1mg--mxp7s2ieog5j&search=juilly [lien valide en février 2021].
32. Pour accéder au site internet : <http://archives.valdemarne.fr/r/11/pajep/> [lien valide en février 2021]. Sur l'Association des anciens élèves de l'École des Roches et du Collège de Normandie voir https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050830 [lien valide en février 2021]. Inventaire du fonds d'archives : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_058758 [liens valides en février 2021].
33. Pour plus d'informations générales, voir https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_005424 [lien valide en février 2021].
34. Pour la période antérieure à 1940, se référer à F/2/2136 pour le Comité, et l'ensemble F/2/2137 à 2948 pour les affaires par département : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_001545. Pour la période 1945-1952, voir F/2/3673 à 3961 pour la série départementale du plan d'équipement national et voir surtout F/2/3536 à 3561 pour les constructions scolaires. Pour plus de précisions sur les cotes, se diriger sur https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_001547 [liens valides en février 2021].
35. Sur l'histoire institutionnelle et les fonds des Beaux-Arts et en particulier des Bâtiments civils, voir l'introduction à la sous-série F/21 : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/POG/Fran_POG_04/c614xe199vs--ogktrrx6z2d4 [lien valide en février 2021].
36. Archives des Bâtiments civils en sous-séries F/13 et VA pour ce qui est des documents figurés : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/POG/Fran_POG_04/c614xe17wd3--ryigwk8r5ozz et https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/POG/Fran_POG_04/c614xe1fbdh--18n477dwc8n1i [liens valides en février 2021].
37. Pour les Bâtiments civils comme pour les dossiers du « 1% artistique », voir RIVIALE Pascal & ROULLIER Clothilde, « Construction et décoration des lycées sous les Trente Glorieuses : approche archivistique », *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/32330> [lien valide en mai 2021].
38. En particulier par LE GOFF Armelle, « Le regard de l'administration centrale sur les lycées : la sous-série F¹⁷ au Centre historique des Archives nationales » et KADDOUR Noura, « Les lycées au XX^e siècle : les sources de l'histoire des lycées dans les fonds collectés au ministère de l'Éducation nationale », in CHARMASSON Thérèse & LE GOFF Armelle (dir.), *Mémoires de lycées*. Voir également LE CŒUR Marc, « Un cas d'école : les lycées ». Plus largement sur la sous-série F/17 et ses instruments de recherche, se référer à https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/POG/Fran_POG_04/c614xe18hr7-1hs2v4pwx102 [lien valide en février 2021].
39. Décret n° 62-35 du 16 janvier 1962.
40. Voir LE GOFF Armelle, « Le regard de l'administration centrale sur les lycées... », pour les cotes de F/17 consacrées aux lycées du XIX^e siècle. Voir également les sources citées dans la fiche numérique des Archives nationales « Les lycéens au XIX^e siècle dans les fonds de l'Instruction publique » via <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/cms/content/>

helpGuide.action?uuid=c2bb5df5-6e64-412f-

bcbb-7bf8c7700535&version=3&preview=false&typeSearch=&searchString [lien valide en février 2021]

41. Pour F/17, l'état sommaire des versements (https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_041030) est utilement complété par un état détaillé de certains groupes de cotes (https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_032108) [liens valides en février 2021]. Pour les versements de série continue, l'*État méthodique des versements* établi par la mission des archives auprès du ministère constitue une bonne première orientation.

42. L'article de ROHFRITSCH Anne, « Conception, construction et fonctionnement des lycées au prisme des archives du ministère de l'Éducation nationale », *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/31110> [lien valide en mai 2021], constitue une bonne illustration de la complexité et de la nécessité de cette démarche pour tirer tout le profit possible des sources conservées.

43. Une recherche avec le seul mot clé « lycée » produit 11 802 résultats dans 2 369 inventaires, au demeurant incomplets car un établissement peut apparaître sous un sigle (LG – lycée général ; LEG – lycée d'enseignement général ; voire CEG – collège d'enseignement général – ou encore CET – collège d'enseignement technique selon l'histoire de l'établissement).

44. Circulaire aux recteurs du 21 juin 1860 sur les plans des bâtiments et du 24 juillet 1861 sur les états descriptifs ; la première est disponible en ligne https://www.persee.fr/doc/baip_1254-0714_1860_num_11_126_9485 [lien valide en février 2021]. Voir F/17/7571 et 7573. Les plans (F/17/*/2523 à 2586) sont consultables en ligne : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?formCaller=&irId=FRAN_IR_041030&gotoArchivesNums=true&defaultResultPerPage=15&frontIr=&optionFullText=ET&fullText=&uid=c2bb5df5-6e64-412f-bcbb-7bf8c7700535 [lien valide en février 2021]

RÉSUMÉS

Les documents d'archives permettant d'aborder le patrimoine des lycées, et en particulier les constructions et travaux menés sur les bâtiments, sont répartis dans le réseau des services d'archives publiques. La prééminence logique des fonds conservés aux Archives nationales, et en particulier les documents produits par le ministère de l'Éducation nationale conservés en sous-série F¹⁷ puis en série continue, ne doit pas occulter la diversité des ressources disponibles. Sans prétention à l'exhaustivité, cet article propose un rapide panorama introductif des plus notables et entend attirer l'attention sur les difficultés d'accès aux fonds et la façon d'y répondre.

Archival records necessary for the study of France's high schools heritage, and in particular the constructions and works on the buildings, are kept in various parts of the public archives network. The collections kept in the French National Archives, and among them, the documents provided by the "ministère de l'Éducation nationale", French Ministry of National Education that have been archived in the sub-series F¹⁷, and then in a continuity series, are logically the most important ones, but they must not hide the variety of sources available. This article aims to present a short panorama of the most notable sources and underline the difficulties in accessing them and how to meet this challenge.

INDEX

Mots-clés : Archives nationales de France, archives, sources d'archives, archives publiques, constructions scolaires

Keywords : French National Archives, archives, archival sources, Ministry of National Education, public archives, school buildings

AUTEUR

CÉCILE FABRIS

Responsable des fonds Éducation / Recherche et Jeunesse et sports, Archives nationales
cecile.fabris@culture.gouv.fr